

# Stop aux démolitions !

## Moratoire immédiat !

Non à la politique destructrice de l'ANRU ! Ce samedi 18 novembre, nous, collectifs, associations, habitants, militants, nous sommes réunis nationalement et avons décidé de constituer un regroupement national de Collectifs et associations issus de tout le territoire pour mettre fin à la politique actuelle et destructrice de l'ANRU.

Nous invitons tous les collectifs, associations, habitants et militants d'accord avec notre appel à nous rejoindre.

De 2004 à 2021, au travers du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) puis du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU), l'ANRU a assujéti son financement à la démolition de 164 000 logements HLM pour n'en reconstruire que 142 000 avec moins de la moitié de HLM, 22 000 logements sociaux en moins et presque rien pour la réhabilitation de l'existant.

Et ce, à l'heure où la crise du logement sévit plus que jamais : 333 000 personnes vivent à la rue et 2,5 millions sont en attente d'un logement social. Dans toutes les villes, dans tous les quartiers où cette politique est engagée, la population et des collectifs se mobilisent pour s'y opposer.

Partout naît la volonté de ne pas rester isolés, d'unir nos forces nationalement pour être plus forts et faire entendre notre voix.

À l'occasion des 20 ans de l'ANRU, nous proposons une rencontre au niveau national pour mettre un stop à cette politique destructrice, et aberrante d'un point de vue social, financier, urbanistique, architectural, et écologique. Nous exigeons, d'urgence, un moratoire sur les démolitions. Habitantes et habitants des quartiers populaires, collectifs locaux et nationaux, associations, syndicats, architectes et urbanistes, acteurs du logement, élus et forces politiques qui soutiennent notre combat, toutes et tous. Tous ensemble, mobilisés, nous nous opposons aux démolitions à tout va, et exigeons la réhabilitation et la rénovation énergétique des logements, l'entretien courant et la requalification urbaine des quartiers populaires. L'état ne doit plus se désengager de la construction du logement social. Les 12 milliards du deuxième programme de l'ANRU (Financement privé d'Action Logement, qui obtient gratuitement en contrepartie des terrains pour réaliser des opérations de promotion immobilière) ne peuvent pas être dépensés comme l'a été la manne financière du premier programme, sans prendre en compte les besoins réels et sans écouter les revendications des habitantes et des habitants.

Ils et elles sont nombreux et nombreuses à clamer la qualité architecturale de nombre de ces logements voués à la démolition (spacieux, traversant,...). Ils et elles pointent une urgence : celle du retour au droit élémentaire commun (logements décents et salubres, équipements

nécessaires et espaces publics entretenus, voies de circulation dégagées, espaces verts..) et de la fin du régime d'exception qui discrimine les quartiers populaires, et dont la politique de démolition systématique est la manifestation criante.

En février prochain se tiendront les 20 ans de l'ANRU. À cette occasion, nous proposons de nous retrouver au niveau national à Paris, en un lieu central, bourse du travail ou autre à préciser, le matin et demandons à être reçus en délégation par la direction de l'ANRU à son siège où nous nous rendrons l'après-midi pour porter nos revendications et en premier lieu le moratoire immédiat pour l'arrêt des démolitions. Aux représentants de l'ANRU, nous disons : Soyez dignes des principes et des fondamentaux dont vous vous réclamez pour vous mettre à l'écoute des habitants en acceptant le moratoire immédiat sur toutes les démolitions programmées et en recevant notre délégation. Nous invitons tous les collectifs, associations et habitants militants à rejoindre notre regroupement en écrivant à [stop.aux.demolitions.anru@gmail.com](mailto:stop.aux.demolitions.anru@gmail.com).

Préparons et organisons ensemble la journée du 7 Février 2024.

Nom de tous les collectifs signataires :

NON A LA DÉMOLITION DANS LE QUARTIER DE L'ALMA GARE(Roubaix 59)

Collectif d'architectes en défense du patrimoine architectural de l'équipe Candilis au Mirail (Toulouse 31)

Collectif des habitants du Franc-Moisin de Saint-Denis (Saint-Denis 93)

Sauvons la Butte Rouge (Chatenay-Malabry 92)

Un Centre Ville pour Tous (CVPT) (Marseille 13)

Appuii